

CHU : les décisions ne produisent pas d'amélioration

ÉCRIT PAR LA RÉDACTION

19 juillet 2019

Les décisions prises peinent à produire des améliorations au CHU

« Mon Dieu, on est où ici ? »

• *Que se passe-t-il réellement au CHU ? Ce mardi 16 juillet, le personnel soignant, épuisé par des conditions de travail déplorables, s'est réuni pour une assemblée générale. Reportage.*

« *La Gwadeloup an danjé, nou an danjé o CHU* ». Dans le hall du Centre hospitalier universitaire de Guadeloupe, les chants s'élèvent. À la manière d'un léwoz, le personnel soignant du CHU est regroupé autour des joueurs de ka et entonne des chansons dont les paroles illustrent la souffrance qu'il vit au quotidien au CHU. Il est 11 heures ce mardi 16 juillet. Le hall est bondé, une centaine de personnes attend le début de l'assemblée générale. Jamais on n'avait vu autant de monde au niveau de l'accueil de l'hôpital. La chaleur est intense, c'est un vrai toufé yen-yen. Certains, munis d'un éventail, tentent tant bien que mal d'éviter le malaise. « *Je veux juste faire mon métier c'est tout !* » scande une soignante. Après ce dernier couplet, les intervenants prennent la parole. Aides-soignants, médecins, sages-femmes, tous ont leur mot à dire.

Une volonté de fédérer

« *Si nou doubout jòd-la sé paskè nou ka mandé mèdsen pou la popilasyon !* » Exaspéré, le personnel soignant du service des urgences n'en peut plus. Attaqué, humilié, injurié par certains patients, aujourd'hui

il a décidé d'exposer sa vérité. Les uns après les autres, ils prennent le micro et, faisant face à une centaine de personnes, à la manière d'une thérapie, chacun vide son sac. « *Lorsque vous venez au CHU et que vous perdez énormément de temps, c'est sur nous que vous criez, prêts à nous frapper* », lâche une aide-soignante à bout de souffle. « *Mais si ça prend autant de temps c'est parce qu'il n'y a pas de médecin* » ajoute-t-elle. Dans une volonté de fédérer, cette dernière interpelle le public. « *Aujourd'hui tu es debout, demain tu ne sais pas si ta mère ou ton père seront malades à leur tour* », rappelle-t-elle. « *Et ce n'est pas quand un membre de ta famille se retrouvera à l'hôpital qu'il faudra vous mobiliser* ». Dans l'assemblée les têtes sont baissées, les regards, fuyants.

Elle passe ensuite le micro au personnel du pôle parents-enfants. En soins intensifs, dans les services de néonatalogie et réanimation néonatale, les conditions de travail et d'accueil des patients sont toutes aussi déplorables. « *Nou lass goumé tou sèl pou pitit Gwadeloup* » s'exclame une infirmière. « *On a décidé de nous mettre dans la polyclinique qui a plein de problèmes cachés* », poursuit-elle. L'eau s'infiltre par le toit, les insectes pullulent dans les chambres imprégnées d'odeurs nauséabondes. « *Nous sommes au rez-de-chaussée, au niveau des poubelles* ». Une femme dans le public se retourne alors vers celle qui l'accompagne, la mine déconfite. « *Mais mon Dieu, on est où ici ?* » Au même moment, un pompier traverse le hall puis se dirige vers les escaliers, une jeune fille dans les bras. Quid du brancard, il n'y en a pas de disponible.

« *Tout ce qui arrive aujourd'hui, nous l'avions prédit* » s'époumone alors un membre du collectif de défense du CHU. « *La décision prise par Madame Denux (la directrice générale de l'Agence régionale de santé Guadeloupe, NDLR) est mauvaise* », ajoute-t-elle. Là, des cris et des applaudissements retentissent dans la pièce. « *C'est nous qui travaillons ici. Il est temps que les Guadeloupéens se rassemblent !* »

Interview - « on s'habitue à la médiocrité »

- *La situation est critique aux urgences du CHU. Les médecins et aides-*

soignants craignent pour la santé des malades mais également pour leur avenir. Interview de Tony Manicore, aide-soignant.

Aux urgences du CHU de Guadeloupe, les conditions d'accueil des patients et de travail pour le personnel sont « *catastrophiques* ». Certains témoignent des insultes, maltraitements, rabaissements subis. Ils sont à bout. Entretien avec Tony Manicore, aide-soignant aux urgences du CHU.

Le Courrier de Guadeloupe : Dans quel état d'esprit arrivez-vous au travail chaque matin ?

Tony Manicore : Là on voit la différence et on souffre intérieurement. On est insulté toute la journée. On doit prendre sur nous pour ne pas réagir. Et le pire c'est qu'on n'a même pas de réponse à l'insulte puisqu'on n'arrive pas à prendre en charge correctement les patients. On n'a pas les réponses appropriées parce qu'il n'y a pas assez de médecins. La multitude de soins ajoutée à l'étroitesse des locaux rend le travail difficile. On essaye de ne pas montrer notre stress aux patients mais une fois à la maison la pression redescend.

Quelles sont vos appréhensions en arrivant aux urgences ?

On s'attend à trouver de la souffrance, en même temps ce sont les urgences, mais là elle est différente. Le plus triste c'est qu'on se rend compte qu'on s'habitue à la médiocrité. Mais quand on arrive à une forme de maltraitance il faut dire stop. Et cette maltraitance ne touche pas que les patients. Pour le personnel elle est surtout verbale. Ça peut être quelqu'un qui s'énerve car c'est la dixième fois qu'il demande à manger par exemple. Mais ce n'est pas qu'on ne veut pas, c'est qu'on ne peut pas lui donner car il n'y a pas de nourriture.

Quelles sont les difficultés que vous rencontrez ?

Il nous manque le matériel de base. On est obligé de demander des thermomètres, vous imaginez ? On n'a pas non plus de scopes. Et pour obtenir ce matériel il faut déshabiller Jacques pour habiller Paul. C'est le ras-le-bol et on n'accepte pas qu'on nous dise de continuer comme ça pendant cinq ans. On demande à pratiquer des soins équitables.

Quelles sont vos craintes pour le futur ?

La crainte que j'ai c'est pour la Guadeloupe en général. Que ce soit pour l'eau, le CHU, ce sont des situations que les responsables ont vu venir, pas les citoyens. Comment a-t-on pu arriver à cette situation où on nous dit « *vous êtes en danger, on l'a bien compris, mais vous devez rester là ?* »

Gaby Clavier veut la publication du nombre de décès par catégories

- *La hausse des mortalités survenues en Guadeloupe ? Que l'ARS « publie les chiffres par catégorie » récrimine le syndicaliste Gaby Clavier.*

Gaby Clavier membre de l'intersyndicale du CHU s'insurge contre les dénégations de l'Agence régionale de santé (ARS) au sujet de l'éventuelle hausse des mortalités survenues en Guadeloupe, depuis l'incendie du CHU. Dr Florelle Bradamantis directrice adjointe de l'ARS a indiqué mercredi 17 juillet sur RCI qu'« *en 2016, nous avons 2 995 décès. En 2017, année de l'incendie, 2 860. En 2018, 2 972. C'est moins qu'en 2016.* » « *Vègla j!* » fulmine Gaby Clavier. Le syndicaliste joint au téléphone le même jour indique que le nombre de décès de 2017 en baisse par rapport à 2016, n'est pas probant. L'incendie date de fin novembre 2017. En revanche, le chiffre de 2018 par rapport à celui de 2017 est significatif.

Que l'ARS les publie !

112 morts de plus. C'est une hausse de 3,9 %. « *Ce pourcentage appliqué à la France hexagonale représenterait une augmentation conséquente de morts d'une année à l'autre* », selon le syndicaliste. Selon lui, ce ne sont pas les chiffres globaux qu'il faut publier, mais les chiffres par catégorie des causes de décès. Notamment ceux des malades atteints du diabète ou d'hypertension. En hausse, ces chiffres signifieraient qu'il y a forte probabilité de rupture ou d'impossibilité à accéder à des soins. « *L'ARS dispose de ces chiffres. Qu'elle les publie. Chiche* », récrimine Gaby Clavier.

